

*Questions orales***LES AFFAIRES INDIENNES****LE PAIEMENT DE TRANSFERT AUX CRIS DU QUÉBEC**

**M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Pourrait-il expliquer à la Chambre et aux Cris du Québec pourquoi il a réduit unilatéralement de moitié un paiement de transfert pour l'administration locale des autochtones, paiement qui était versé en application d'une convention conclue entre les Cris et le Canada? Cette convention a été incorporée à la Loi sur les Cris et les Naskapis et conclue en conjonction avec cette loi adoptée par le Parlement.

**L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, peut-être puis-je aider le député à comprendre. Il serait utile de noter une chose: il y a eu une augmentation du paiement initial de plus de \$800,000, ce qui ne représente que la moitié de la requête. La note du Conseil du Trésor fait également savoir que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien s'adressera au Conseil du Trésor à propos d'autres possibilités.

**LES CONVENTIONS AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES**

**M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur):** Monsieur le Président, je souhaite bien du succès au ministre dans ses instances. Je voudrais savoir quand nous allons cesser de violer des conventions que nous signons avec les autochtones canadiens.

**L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, je le dis avec toute la compassion dont je suis capable. Il aurait été très utile que le gouvernement précédent offre des possibilités aux Cris du Nord, ce qui nous aurait permis de donner suite à la convention. En fait, il nous a fallu reprendre au point où la convention s'arrêtait et fournir les fonds dont nous disposons à l'heure actuelle, quitte à y revenir plus tard. Je puis assurer au député que notre gouvernement a l'intention de respecter les conventions et aussi de conclure des conventions qu'il soit possible de respecter.

\* \* \*

**LES JEUNES****L'ANNONCE DE PROGRAMMES PAR LE GOUVERNEMENT**

**M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville):** Monsieur le Président, on accorde beaucoup d'importance au fait qu'il y a quelqu'un qui fait la grève de la faim, mais pas suffisamment au fait que 700,000 jeunes Canadiens éprouvent de graves difficultés. Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Peut-il nous répondre franchement? Obtiendrons-nous un programme avant le congé de Pâques, d'ici à la fin de mars, comme l'a dit le premier ministre, ou demain, comme il l'a lui-même affirmé?

**L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada):** Je pourrais répéter dans l'autre langue officielle ce que j'ai dit en français. Quand nous serons prêts à proposer une autre politique aux jeunes Canadiens nous le ferons, mais certes pas avant cela. Le premier ministre n'a jamais fixé de date. Nous proposerons quelque chose quand nous serons prêts.

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, n'est-il pas étonnant que le premier ministre à un moment donné se soit empressé de mettre un ministre à pied, alors qu'il tarde tant à régler les problèmes des jeunes. Ne pouvons-nous pas nous fier au premier ministre?

**M. le Président:** A l'ordre. C'est la même question qui est répétée. Le député de Cape Breton-The Sydneys.

\* \* \*

**L'ÉNERGIE****LE COUR MONDIAL DU PÉTROLE**

**M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys):** Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Aujourd'hui, les pourparlers de l'OPEP ont pris fin sans qu'un accord soit intervenu sur la façon de stopper la chute du cours mondial du pétrole. Le gouvernement est-il encore disposé à jouer la carte de l'attente alors que de plus en plus d'emplois disparaissent dans notre secteur énergétique?

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, nous sommes en communication constante avec les gouvernements des provinces productrices, et nous ne cessons de débattre de cette question avec les producteurs eux-mêmes. Lorsqu'une décision aura été prise quant aux mesures que les gouvernements fédéral et provinciaux vont prendre, ceux-ci l'annonceront ensemble, manifestant de l'étroite collaboration qui existe entre eux depuis dix-huit mois.

**ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR**

**M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys):** Ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. Beaucoup d'entreprises canadiennes ont procédé à des mises à pied et selon l'Independent Petroleum Association of Canada, il est temps de passer à l'action. Le gouvernement conviendrait-il qu'il ne faut plus attendre et va-t-il agir?

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Ma foi, le député demande que le gouvernement passe à l'action, mais il ne dit pas quelles mesures celui-ci devrait prendre. S'il a des suggestions à faire, nous l'écouterons avec plaisir, mais il est tout à fait irresponsable de sa part de se limiter à réclamer des mesures sans rien proposer.